



Abonnez-vous aux fils RSS :

- [Montréal](#)
- [Grands titres](#)
- [Tous les fils RSS de Radio-Canada](#)

Montréal

Pauvreté et exclusion sociale

Un dialogue de sourds

Mise à jour le lundi 23 novembre 2009 à 17 h 03

[Partager](#)[Courriel](#)[Facebook](#)

[Imprimer](#)



Des manifestants, en marge des consultations sur la pauvreté

Les représentants de 115 organismes ont participé lundi aux consultations sur la pauvreté et l'exclusion sociale qu'a tenues à Montréal le gouvernement du Québec.

Mais des points de vue discordants se sont fait entendre. Tandis que le gouvernement met en valeur les mesures qu'il a mises en place pour les démunis, ces derniers dénoncent l'insuffisance des moyens destinés à lutter de manière durable contre la pauvreté.

À l'extérieur de l'hôtel où se déroulaient les discussions, des manifestants ont dénoncé l'exercice, qu'ils qualifient de « bidon ».

Les manifestants craignent que la démarche de consultation « accouche d'une souris ». Ils revendiquent un véritable plan de lutte qui s'attaquera aux causes structurelles de la pauvreté.

Des absents à la table des discussions

Des participants aux consultations ont noté que certains groupes ne participaient pas aux pourparlers.

Le collectif contre la pauvreté de la région de Montréal, par exemple, n'était pas présent. Une situation qu'a déplorée Mireille Fillion, de la FTQ du Montréal-Métropolitain: « Je pense que ça aurait été intéressant d'entendre les gens qui sont les plus touchés par la pauvreté ».

Mais le ministre du Travail du Québec, Sam Hamad, affirme que certains groupes ont choisi de ne pas assister aux discussions. « Les représentants qui sont à l'extérieur étaient invités, ils ont choisi de s'exprimer à l'extérieur. On a reçu leurs revendications », a-t-il dit.

Le ministre Hamad affirme par ailleurs qu'avec les programmes mis en place par le gouvernement, un bénéficiaire de l'aide sociale peut améliorer son sort. « Une personne qui reçoit 7500 \$ de l'aide sociale peut gagner 17 500\$ si elle travaille au salaire minimum », a expliqué Sam Hamad.

Tous ne partagent cependant pas l'avis du ministre du Travail.

Micheline Lemieux, par exemple, tente de subvenir à ses besoins avec les quelque 9000 \$ qu'elle perçoit annuellement en

aide sociale. Selon elle, le salaire minimum ne permet à quiconque de s'extirper de la pauvreté.

Croyez-vous réellement qu'un adulte qui paie un logement à Montréal ces temps-ci s'en sort avec le salaire minimum? Non. Il continue à aller dans les banques alimentaires, ce gars-là.

–Micheline Lemieux, bénéficiaire de l'aide sociale

L'an dernier, Statistique Canada établissait le seuil de faible revenu à un peu plus de 22 000 \$. Les organismes populaires réclament notamment des augmentations de revenus pour l'ensemble des plus démunis.

D'après un reportage de Marc Verreault

Les commentaires (2)[Commentez](#)

Trier

[X](#)

Signalez un abus

Signalez dans un commentaire : (Requis)

Commentaire : (Facultatif)

Soumettre

Envoyé par [Bruno von Amherst](#)

24 novembre 2009 à 13 h 42 HNE

115 organismes !!!

Ça fait 115 salaires, + 115 locaux loués, + 115 frais administratifs, +115 indemnités diverses et variées...
Même si on ne compte que \$50'000.- par an et par organisme, on arrive déjà à 5,75 millions de dollars !!
Quel gaspillage honteux !!

[En accord \(4\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

[Signalez un abus »](#)

Envoyé par [Ko Dan](#)

24 novembre 2009 à 09 h 32 HNE

Vrai mesure pour contrer la pauvreté:

Donner la possibilité au gens d'aller suivre un DEP (revenu minimum pour se loger et se nourrir, voir garder les enfant le cas échéant, durant la période de formation) et ensuite limité à un an par la suite le financement.

valoriser les compétences éventuel de la personne déjà existante par des mise à niveau ou autre formation d'adaptation afin de remettre la persone sur le marché du travail.

aider les gens à trouver un emploi et ce en continue et de manière obligatoire pour la continuation des prestations, kit à majoré le salaire annuel reçue de l'employeur pour se rendre au minimum au salaire annuel équivalent à un salaire minimum à temps plein, +/- certain avantage dépendament des personne à charge par exemple...

Bref l'idée c'est de donner de l'argent au gens qui en ont besoin oui, mais de manière à ce que la personne finisse par devenir indépendante financièrement!